

TOULON

RIPOSTE



Le bulletin d'information de la section de Toulon du Parti Socialiste N°4

« Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel » Jean JAURES

Sommaire

- Page 1 : **Editorial : Dans l'action collective !**
Page 2 : **L'agenda de la section**
Page 2 : **Le tramway sur rails « virtuel » fait une première victime...**
Page 3 : **Et si on s'attaquait vraiment au cumul des mandats ?**
Page 4 : **Sécurité : un bilan désastreux**
Pages 4 à 7 : **Le conseil municipal du vendredi 24 avril 2009**

Dans l'action collective !

Le résultat des élections européennes constitue pour nous socialistes, une profonde déception tant au plan national que pour la section de Toulon.

Je voudrais tout de même remercier en priorité les militantes et militants toulonnais qui m'ont accompagné dans cette campagne, participant aux différentes mobilisations, à la tenue des bureaux de vote, n'hésitant pas à donner de leur temps et de leurs efforts pour porter le message socialiste. Je tiens à leur témoigner sincèrement toute ma gratitude pour le combat mené mais également pour ces instants partagés de convivialité.



Avec 4 955 suffrages (sur 37 149 exprimés) soit 13,34 % à Toulon, le score du Parti socialiste est bien en deçà de la précédente consultation européenne de 2004 (25,81 %), comme de nos attentes, même si notre résultat se situe, très maigre consolation je le reconnais, au-dessus de celui du Var dans son ensemble (12,41 %).

Nous ne pouvons pas, bien évidemment, nous satisfaire d'une telle situation et faire comme si de rien n'était. Cependant, je refuse de m'inscrire dans une quelconque "chorale accusatoire" ou bien encore dans une quête des responsabilités individuelles...

Loin de moi l'idée d'occulter l'indispensable analyse de cette défaite, ainsi que l'impérieuse nécessité d'une réflexion collective sur les insuffisances de notre action, sur les priorités à engager...

Je préfère à cet instant en appeler à l'unité, au rassemblement des militantes et militants pour poursuivre l'effort entrepris, afin de faire vivre la section, défendre nos valeurs et préparer les victoires de demain.

Ace titre, le bon petit soldat UMP, Hubert Falco, a bien tort de pérorer sur la chronique d'une victoire annoncée et le plébiscite de la politique gouvernementale.

Avec seulement 35,62 % de taux de participation, il est bien hasardeux de tirer des plans sur la comète et de déduire un soutien franc et massif envers "l'œuvre" de Sarkozy, surtout si l'on observe le résultat totalisé par les forces de gauche.

Bien entendu, ce simple constat ne saurait faire office de remède "miracle" propre à régler les difficultés actuelles.

Il convient d'engager sans attendre un long et minutieux travail qui, seul, peut nous permettre de reconquérir le terrain provisoirement perdu et de remporter les succès électoraux.

Je ne puis conclure ces lignes en cet instant sans citer la réflexion de François MITTERRAND au combien pertinente : "La pire erreur n'est pas dans l'échec mais dans l'incapacité de dominer l'échec" (Extrait de *Ma part de vérité*).

A très bientôt dans l'action collective.

Sincères amitiés socialistes.

Laurent Pozzi-Pasquier

L'agenda de la section

Mercredi 24 juin à 18h00 : assemblée générale (Hôtel Mercure, Place Besagne, Toulon). Ordre du jour : présentation des nouveaux adhérents, bilan des élections européennes, priorités d'action.

Samedi 27 juin à partir de 9h30 : Fête de la Rose Pradétane sur le complexe de la Bâtie, au Pradet. (Inscription avant le 20 juin, auprès de Laurent Bailloux, secrétaire de section, tél. : 06 30 71 71 88).

Le tramway sur rails « virtuel » fait une première victime...

La presse est un outil majeur de démocratie mais, parce qu'elle a l'immense pouvoir de sélectionner les nouvelles, les opinions et les idées, il lui faut impérativement être indépendante.

Le nombre important de titres de la presse écrite dans notre Pays, masque une concentration croissante des entreprises de presse, ces dernières années. Les groupes industriels et financiers qui les détiennent dépendent, par leurs marchés, de l'Etat et des collectivités territoriales et donc, du pouvoir politique.

Le Groupe Hersant Media (GHM) est, depuis fin décembre 2007, propriétaire de la société Nice-Matin qui comprend entre autres, les journaux « Nice-Matin », « Var-Matin », « Corse-Matin », « La Provence ».

Alors que la presse régionale a le devoir d'interpeller les élus qui décident de l'avenir de nos territoires, dans un article intitulé « Coup de mistral à « Var-Matin », « Le

Canard enchaîné » du mercredi 20 mai 2009, révèle que, Patrice Maggio, patron départemental du quotidien, a été rétrogradé comme simple reporter et expédié à Marseille parce qu'il « *avait le tort de ne pas assez vanter les mérites du maire UMP de Toulon et sous-ministre Hubert Falco* ».

« Le Canard enchaîné » qui précise que c'est un adjoint du maire qui a appris la nouvelle à un journaliste de Var-Matin poursuit : « *En mars déjà, le chef du service reportage de « Var-Matin » et ex-correspondant du « Monde » Lilian Renard, pas vraiment en odeur de sainteté à la mairie de Toulon, avait fait l'objet d'une promotion* » : une mutation aux pages locales de « La Provence », à Aubagne ».

Ces événements extrêmement graves et consternants, ne sont pas de nature à améliorer les relations que les citoyens entretiennent avec leurs élus. Ils démontrent, si besoin était, que le cumul et la reconduction excessive des mandats à l'échelon local favorisent l'instauration de féodalités verrouillées et les dérives qui les accompagnent telles que l'arbitraire, le fait du prince, l'opacité des choix dans l'utilisation des crédits publics, le mélange des genres...

Les socialistes toulonnais :

- dénoncent les comportements de plus en plus autoritaires du maire de Toulon, président de TPM et membre du gouvernement, qui semble avoir perdu tout sens des réalités et de la mesure,
- apportent leur soutien aux deux journalistes sanctionnés de Var-Matin, ainsi qu'à ceux qui ont voté le principe d'une grève.

Et si on s'attaquait vraiment au cumul des mandats ?

Allons nous encore longtemps accepter cette situation typiquement française, anormale et anti-démocratique d'élus qui cumulent plusieurs mandats nationaux, locaux, et de gestion ?

Comment peut-on suivre correctement des dossiers si variés, si complexes et sérieux..., qui demandent pour certains un véritable investissement ?

Est-il acceptable qu'un maire vote un jour une demande de subvention au Conseil Général pour sa commune et le lendemain se l'accorde en tant qu' élu départemental ?

Oui, cela porte à sourire, et pourtant, c'est plus fréquent qu'on ne l'imagine. Est ce bien raisonnable ? N'est-on pas là en présence d'un manifeste déni de Démocratie ?

Passer d'un mandat à l'autre, les ajouter, les conserver..., cela s'appelle conduire une carrière, et bon nombre réussissent cela très bien.

Car il s'agit bien de ça : s'emparer d'un pouvoir, le conserver et surtout l'étendre, le faire progresser, engendrer, fructifier !!! Parce qu'il faut le reconnaître, et c'est humain, le pouvoir appelle le pouvoir.

Et si une fois dans la place, la préoccupation première de l' élu est sa réélection, ou la prochaine échéance électorale pour l'échelon supérieur de territoire, l'analyse et le traitement des dossiers en subissent immanquablement les effets.

L' élu adepte du cumul et de la re-conductibilité des mandats, carriériste, n'a de cesse de penser et agir dans la stratégie, au mépris de tous les idéaux qui peut-être l'ont porté à l'origine de son engagement.

Et au mépris de l'intérêt public, il s'allie là où il peut gagner. Il promet des choses impossibles. Il lance des projets qui, il le sait n'aboutiront jamais.

Il caresse dans le sens du poil des présidents d'associations, pour les voix qu'ils peuvent lui apporter, des chefs d'entreprise pour leur influence et leur compte en banque, des quidams plus ou moins fréquentables pour gagner leur réseau à sa cause...Il se vend pour quelques voix.

Ces pratiques sont maintenant trop courantes, trop fréquentes, il convient d'en finir, et de rendre plus clair et plus transparent le fonctionnement de la démocratie.

Parce que celui qui ne pratique qu'un mandat à la fois consacre beaucoup plus de temps au fond des dossiers, a le temps de consulter, d'écouter et de travailler. Il est plus proche des citoyens et ses décisions restent libres et honnêtes.

Alors mes camarades socialistes pour montrer le bon exemple, ne devrions-nous pas commencer à l'appliquer dans nos rangs cette règle du non cumul et de la non re-conductibilité, nous qui prôtons majoritairement ce principe ?

Certains le font, c'est possible ! Tous doivent s'y soumettre. Arrêtons là les hypocrisies. Rendons ses droits à la Démocratie !

Sécurité : un bilan désastreux

Divers événements dramatiques survenus récemment, tirs d'armes à feu contre les forces de l'ordre à la Courneuve, sauvage agression d'une enseignante à l'arme blanche à Toulouse, comme la recrudescence des vols à main armée contre les petits commerçants, + 23% sur un an selon l'observatoire national de la délinquance, illustrent de façon évidente le bilan calamiteux de la politique sécuritaire de Nicolas SARKOZY.

Alors qu'il s'était fait le chantre de la tolérance zéro et qu'il pérorait sur le rétablissement de l'ordre républicain dans chaque quartier de notre territoire, force est de constater que depuis 2002, les agressions contre les personnes, les destructions de biens, les attaques des forces de sécurité sont en constante augmentation, sans que pour autant des actions efficaces soient menées pour y remédier.

Loin des querelles de statistiques et surtout des rodomontades médiatiques du président SARKOZY, beaucoup de citoyens de ce pays, de notre département du Var, et en particulier les plus fragiles d'entre eux, se rendent bien compte que les problèmes d'insécurité perdurent et « empoisonnent » leur quotidien.

Que n'aurait on pas dit et entendu si les Socialistes étaient à ce moment au pouvoir ?

La droite et ses alliés n'auraient pas manqué d'ironiser, en toute démagogie, sur notre laxisme, sur notre incapacité chronique à lutter contre l'insécurité...

Or, en démantelant la police de proximité, dont l'efficacité sur le terrain ne peut être niée, en supprimant systématiquement les moyens humains et matériels du ministère de l'intérieur, comme le démontre parfaitement le risque de retrait à TOULON de la police aux frontières, Nicolas SARKOZY et sa majorité ont méthodiquement organisé l'impuissance publique à prévenir et à réprimer ces phénomènes de violence.

Le droit à la sécurité doit être assuré pour chaque citoyen, sur l'ensemble du territoire national. C'est une des conditions fondamentales de la liberté.

C'est pourquoi, la section de Toulon du Parti socialiste :

- dénonce vigoureusement l'échec de la politique sécuritaire de Nicolas SARKOZY,
- appelle solennellement à un effort budgétaire important au profit de la sécurité ainsi qu'à la restauration d'une police de proximité, digne de ce nom.

Compte rendu du conseil municipal du 24 avril 2009

1.1.2 Programme d'investissement 2009-2012 : vote d'autorisations de programme

Hubert Falco : « 12 millions d'euros, transport scolaire, maintien et développement du patrimoine + programme petite enfance. Dossier important d'organisation. Il y avait un manque de lisibilité avant.

En 2008 on payait 2007, il n'y avait aucun suivi, ni de mise en place d'autorisation de programmes. Un plan de programmation était nécessaire, on produit, on contrôle, on maîtrise. Environ 60 millions d'euros

d'investissement ont été votés. Cette programmation est une bonne chose. »

1.1.3 Autorisation à Monsieur le Maire de Toulon, secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire de solliciter une subvention auprès du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) pour l'extension du réseau de vidéosurveillance par installation de 4 caméras supplémentaires.

INTERVENTION DE ROBERT ALFONSI :

« Sur cette délibération concernant l'installation de caméras de vidéo surveillance, nous ne ferons pas de crispation idéologique. Sur cette question, l'angélisme trop souvent prêté à la Gauche n'est que la caricature de notre réflexion. Ce que nous voulons souligner ici c'est que l'Etat, une fois de plus, se défausse de ses responsabilités sur les collectivités territoriales. Alors que la RGPP fait des ravages (5 000 policiers et gendarmes en moins depuis 2002) la tendance est à s'en remettre à la technologie. Notre ville n'atteint pas (encore) le délire de Londres ou du village de Beaudinard, mais le risque d'une surenchère est réel. Or, toutes les enquêtes prouvent que, malgré la débauche de moyens sophistiqués, le taux d'élucidation dû aux caméras n'excède pas 4% ! La seule question qui vaille est celle de l'efficacité du dispositif.

Est-ce que la vidéo surveillance fait globalement reculer les actes délictueux où les déplacent ?... Considérant la hausse considérable des caméras ces dernières années, et les chiffres de la délinquance, poser la question c'est y répondre ! Avant, nous parlions de vidéo surveillance, aujourd'hui de vidéo protection, le glissement n'est pas que sémantique. Avant, c'était l'Etat qui avait la mission régaliennne de la protection des citoyens, aujourd'hui c'est aux collectivités territoriales qu'il revient de s'équiper, toujours plus et toujours plus cher, pour accomplir une tâche que l'Etat n'assume plus tout à fait malgré les coups de menton réguliers et médiatiques. L'exemple le plus flagrant de

cette faillite est le choix de la Place Sibille pour implanter une caméra à 200 mètres à peine du commissariat central ! Vous auriez voulu souligner le désengagement de l'Etat que vous n'auriez pas pu choisir un meilleur endroit, Monsieur le Ministre ! »

Hubert Falco : « Toulon est dans la couleur des villes les moins marquée par la délinquance. Il y a des problèmes à Toulon, mais comme ailleurs, et nous tentons d'y faire face. Nous travaillons avec tous les partenaires de la sécurité dont les associations qui ont un rôle essentiel dans la prévention. Nous développons la surveillance par caméra, ce qui est une bonne chose à condition qu'il y ait surveillance et suivi. Nous sommes en partenariat avec la police nationale. « Le petit délinquant a plus peur de la caméra que du policier ». La police nationale prendra le relais le week-end et la nuit (24h/24). La police aura donc tous les éléments pour élucider les problèmes de délinquance.

La réponse à la sécurité c'est le partenariat. Il y aura bientôt la création de police d'agglomération des quartiers pour faire des patrouilles la nuit. La technologie ne remplacera pas les hommes mais les aidera bien. Les deux, ensemble, c'est toujours plus efficace. »

1.2.2 Classement dans le domaine public de la voie privée communale dénommée « Traverse Richard » située quartier des routes.

Hubert Falco : « On rénove et continue dans l'élan du premier mandat. »

1.2.3 Restructuration urbaine de l'ilot Montety

Hubert Falco : « On arrive à maîtriser 72% du patrimoine, on n'a pas voulu brusquer les choses car beaucoup de personnes âgées ont fait toute leur vie dans cette cité. »

10.1.5 Mesures de carte scolaire proposées par l'Inspection Académique pour la rentrée 2009

Hubert Falco : « Suite à la réduction d'effectifs dans les écoles (3 postes). Ce n'est

pas une délibération, il n'y a pas de vote, on prend juste acte de manière négative. »

10.1.6 Autorisation à monsieur le Maire de Toulon, secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire de signer les marchés après appel d'offres ouvert, à bons de commandes, en vue des prestations de préparation et de fourniture de repas en liaison froide avec assistance technique spécialisée de fourniture de denrées crues pour la confection de repas en restauration traditionnelle avec prestation d'assistance technique spécialisée de fourniture de plateau repas de plein air pour la Ville de Toulon, en 5 lots.

Hubert Falco : « C'est un dossier important. On a gardé pour plus de la moitié nos cantines traditionnelles. Pour le reste, on lance un appel d'offre. On concilie valeur technique et prix, en insistant sur la qualité. Quand on parle de social, la ville Toulon fait des efforts très importants pour nos enfants. 4000 enfants qui payent entre 0,88 euros et 2 euros le ticket repas, le reste est pris en charge par la ville (3 millions d'euros). Chaque fois qu'un cas est signalé, on exonère. Je tiens à remercier « mon » personnel car il remplace la maman et permet de donner des repas de qualité. N'oubliez pas parce que bien souvent c'est là qu'ils prennent (les enfants) le meilleur repas. »

12.1.1 Attribution d'une subvention de fonctionnement au RCT CENTENAIRE au titre du budget 2009 et autorisation à Monsieur le Maire de Toulon, secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire, de signer l'avenant n°1 à la convention de partenariat financier du 27 juin 2008 y afférent.

Montant de la subvention 66000 euros.

12.1.2 Attribution d'une subvention complémentaire au Hockey Club de l'Aire toulonnaise LES BOUCANIERS au titre du budget 2009, et autorisation à Monsieur le Maire de Toulon, secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire de signer l'avenant n°1 à la convention de partenariat financier du 22 décembre 2008 y afférente.

Montant de la subvention 3000 euros.

Colère d'Hubert Falco suite à un article de presse concernant le SCT.

« SCT, on donne 500 000 euros de subvention alors qu'ils sont en CFA, l'agglomération 150 000 euros. On a refait un stade qui peut recevoir une équipe de D2. C'est pas nous qui recrutons, qui entraînon. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Ce qu'on peut faire c'est réduire les subventions. Ca on peut le faire ! Si on n'est pas monté en national c'est la faute du maire ! Allez marquez des buts. Donnez moi 1 million d'euros moi je la monte l'équipe. »

18.1.1 Création du dispositif Toulon destination Ados (TDA).

Hubert Falco : « Environ 13 000 jeunes sont concernés, encadrés par du personnel professionnel. Il s'agit d'une expérimentation. Les tarifs seront examinés au cas par cas pour les cas sociaux et seront dégressifs. »

18.1.3 Autorisation à Monsieur Michel Bonnus, adjoint délégué à la Jeunesse, de signer la convention des « 1ères rencontres de la Jeunesse » organisées par la Direction Jeunesse de la Ville de Toulon, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée.

Hubert Falco : « Manifestation des 30 et 31 mai pour des jeunes de 11 à 25 ans. C'est dans le budget constant de la jeunesse, il n'y a pas eu de budget supplémentaire ».

5.3.1 Autorisation à Monsieur le Maire de Toulon, secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire de signer l'avenant simplifié Plan de Relance relatif à la convention pluriannuelle du Projet de Rénovation Urbaine du centre ancien de Toulon (83) avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)

ABSTENTION DU GROUPE DE GAUCHE.

INTERVENTION DE ROBERT ALFONSI

« Monsieur le Maire, cher(e)s collègues, Sur le plan de relance et ses conséquences à Toulon, nous avons lors du dernier Conseil municipal fait des propositions concrètes,

visant à amortir le choc de la crise sur les plus modestes.

- Quota de 20% de logements sociaux dans les programmes de construction,
- Micro crédit social géré par le Crédit municipal pour desserrer l'étau du surendettement,
- Aide pour les familles qui consacrent plus de 30% de leurs revenus au loyer,
- Gratuité des cantines scolaires.

Vous n'avez pas jugé bon de soutenir tout ou partie de ces propositions. Aujourd'hui, toujours dans le cadre du plan de relance, vous souhaitez consacrer 690 000 euros de celui-ci aux aménagements de la Place du Mûrier et du Cours la Lafayette. Ce choix nous ne le partageons pas pour plusieurs raisons : C'est loger les toulonnais qui est la priorité du moment, car construire du logement à loyer modéré c'est non seulement un impératif social, mais aussi un bon levier économique. Par les temps qui courent ce n'est pas à négliger ! Plus le taux d'effort des ménages est important, plus la consommation de ces mêmes ménages s'en ressent et avec elle toute la chaîne du commerce de proximité, et l'économie locale en bout de course. Se préoccuper de rendre plus agréables nos places et nos rues est une bonne chose, mais encore faut-il que les toulonnais qui s'y rendent aient de l'argent à y dépenser ! C'est pour cette raison que nous considérons que vos priorités ne sont pas les bonnes.

De plus, et ce n'est pas négligeable, le Cours la Fayette que vous nous proposez de réhabiliter, avec des travaux lourds et longs (2 années) est d'une extrême fragilité ! Il

souffre de la concurrence des grandes surfaces, de la cherté des parkings, du changement des modes de consommation, de la paupérisation du cœur de ville. Son activité se résume à 3 jours...un traitement trop brutal peut s'avérer, malgré les bonnes intentions initiales, fatal pour le malade. L'expérience nous enseigne que l'activité commerciale des sites soumis à de longs travaux est longue à retrouver (la rue Vincent Courdouan, la rue de Lorgues, le cours Lendrin n'ont jamais retrouvé leur dynamisme d'antan). Je souhaite que la concertation, que vous nous affirmez permanente avec les usagers de notre cours, lève toutes les craintes. Mais je persiste à penser que nous devrions utiliser l'argent du plan de relance à faire face, plus et mieux, à la crise sociale qui assaille nos concitoyens."

COLERE NOIRE D'HUBERT FALCO. IL SORT DE SES GONDS. STIGMATISE AVEC DES MOTS TRES DURS ROBERT ALFONSI ET LA CAMPAGNE CONDUITE PAR LES SOCIALISTES DURANT LES DERNIERES MUNICIPALES ET LES RESULTATS QU'ILS ONT OBTENUS...

Le collectif associatif « Un tramway pour l'agglomération toulonnaise » a lancé le 8 juin dernier, sur internet, une pétition en faveur d'un tramway à Toulon. Parce qu'elle est convaincue que le tramway sur rail ne peut qu'être le transport en commun en site propre d'un Toulon ambitieux et moderne, attentif à son environnement, qui privilégie son développement durable, la section de Toulon du Parti socialiste salue et relaie cette initiative citoyenne. Elle t'invite à signer et à faire signer autour de toi cette pétition, en suivant le lien : <http://www.tramwaytoulon.com>